



18 JUIN 2015 – Communiqué CGT Fonction publique

AVEC LES SALARIES ET LE PEUPLE GRECS SORTONS DES POLITIQUES D'AUSTERITE ET IMPOSONS LE PROGRES SOCIAL !

Ensemble, manifestons le 20 juin à Paris

Suite aux élections et aux mobilisations des salariés et du peuple grecs, un véritable bras de fer est engagé avec la banque centrale européenne, le fonds monétaire international et la commission européenne. Un bras de fer qui ne saurait se réduire à un conflit entre créanciers et débiteurs avec pour seul enjeu le remboursement de la dette.

Personne n'est dupe sur les objectifs poursuivis : piétiner la démocratie et faire capituler un peuple qui rejette et propose de sortir des politiques d'austérité.

En Grèce comme dans les pays membres de l'Union européenne, les politiques mises en œuvre par les pouvoirs publics, sous l'aiguillon des organisations patronales, des actionnaires et des marchés financiers, ont pour objectif de condamner les salariés à l'austérité à vie.

D'autres choix sont pourtant possibles, à la condition de **mobiliser et de répartir autrement les richesses produites pour financer des revalorisations significatives des salaires et des retraites, satisfaire les besoins et les droits fondamentaux de toutes et tous, mettre en œuvre un développement humain durable assurant la transition écologique, défendre, reconquérir et développer les politiques publiques et les services publics.**

Cette bataille, c'est celle du peuple Grec, c'est aussi la nôtre !

En France, l'affrontement capital / travail est plus que jamais d'actualité.

Le pacte dit de « responsabilité » de Messieurs Hollande et Gattaz a pour objet de diminuer de plus de 50 milliards d'euros la dépense publique. Dans le même temps, le Gouvernement ne cesse d'octroyer au patronat de conséquents allègements et exonérations de cotisations sociales et d'impôts.

C'est toute l'action publique qui est aujourd'hui mise en cause, celle de l'Etat et de ses opérateurs, celle des collectivités territoriales, celle des services publics de santé et d'action sociale.

Parce que le développement des politiques publiques et des services publics est indispensable pour sortir de la crise,

Parce qu'il est possible de financer toute l'action publique au moyen d'une réforme fiscale, de la création d'un pôle financier public, d'une taxe européenne sur les transactions financières, d'une annulation de la dette illégitime,

L'Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires CGT, la Fédération de la Santé et de l'Action Sociale CGT, la Fédération des Services Publics CGT s'inscrivent dans la **semaine de mobilisation européenne de soutien au peuple et aux travailleurs Grecs, du 20 au 27 juin.**

Ensemble, à Athènes, en France comme dans les autres capitales européennes, nous répondrons à l'appel des mouvements grecs « **unis contre l'austérité et l'injustice sociale** ».

A Paris, nous appelons à participer massivement à la manifestation organisée le samedi 20 juin à 15 heures, de la place Stalingrad jusqu'à République

Montreuil, le 18 juin 2015

"Le Comité exécutif de la FSESP appuie la déclaration convenue lors du Comité exécutif de la CES le 10 et 11 Mars - la Grèce après les élections : une chance pour l'Europe.

La [FSESP](#) estime qu'imposer de nouvelles mesures d'austérité à la Grèce ne feront qu'aggraver l'état déjà désespérée des services publics et l'accès pour tous les citoyens Grecs à ces services.

Le système de protection sociale est lui aussi en mauvais état. Dans les difficiles négociations à venir avec les institutions européennes, la priorité devrait être de répondre à ces problèmes sociaux urgents et de solidarité et non mettre à l'ordre du jour des mesures punitives qui viendront aggraver la situation des plus démunis.

Le Comité exécutif de la FSESP tient en outre à souligner l'urgente nécessité d'une action pour stabiliser les finances publiques notamment par une augmentation substantielle des emplois de l'administration fiscale pour lutter contre l'évasion fiscale et la fraude et de construire un système d'imposition progressive et durable, nécessaire pour financer les services publics. Cela nécessite des investissements dans la formation professionnelle et de bonnes conditions d'emploi pour les inspecteurs des impôts. La FSESP estime que l'administration fiscale grecque a besoin d'accroître l'emploi par trois ou quatre fois pour être à la hauteur.

La FSESP soutient également sans réserve, l'appel du parlement grec pour un audit complet de la dette publique. Cet audit permettrait de faire la lumière sur la façon dont la dette s'est créée et la mesure dans laquelle les finances publiques sont effectivement détournées pour maintenir les institutions financières.

Enfin, le Comité exécutif de la FSESP exprime sa solidarité avec l'ADEDY et le reste du mouvement syndical grec dans leurs luttes continues pour défendre les droits des travailleurs et de protéger les services publics".

CONTACTS : Christophe DELECOURT (UGFF) 06 23 75 89 08

Sylvie GUINAND (FDSP) 06 65 79 85 03

Françoise GENG (FSAS) 06 80 31 78 13